

Médias et opinion publique dans les grandes crises politiques en France depuis l'affaire Dreyfus :

Introduction :

Phrase d'accroche et définition des termes. **Article DDHC, Page 116.**

« Les opinions sont comme les clous : plus on frappe dessus, plus on les enfonce ». **Alexandre Dumas.**
L'opinion publique est l'ensemble des idées et jugements en matière politique, sociale ou culturelle partagés par la majorité des membres d'une société. A la suite des Lumières, La liberté de communication des opinions est devenue **un des principes de la République depuis l'article 11 de la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen.** En 1848, le suffrage universel masculin est établi, dès lors cette opinion publique devient fondamentale pour les gouvernements. *Il s'agit de la comprendre, avec les sondages, mais aussi de la former.*

- **L'opinion publique** est alors devenu un **acteur majeur de la vie politique.** Les médias qui se développent (*journaux, radio, télévision, cinéma, internet*) **informent toujours plus précisément le citoyen et l'aident à se forger une opinion.** Les médias peuvent ainsi influencer l'opinion publique et **déclencher des crises politiques.**
- Depuis l'affaire Dreyfus, **beaucoup de crises** apparaissent ainsi comme **des ruptures dans l'histoire** qui ont été alimentées, encouragées, diffusées par les médias or ceux-ci ne sont pas **impartiaux.** Longtemps dominés par le gouvernement les médias ont également le pouvoir d'influer sur l'opinion publique, **la guidant vers une opinion personnelle.**

Problématique : Comment s'affirme l'opinion publique dans les grandes crises politiques depuis la fin du XIXème siècle en France ? Quel est le rôle des médias ?

I) La presse et les crises politiques sous la IIIe République:

A) La naissance de la presse : Dossier introductif page 117

La loi du 29 juillet 1881 fonde la liberté de la presse en France, elle coïncide avec le retour des républicains au pouvoir (**Gambetta, Jules Ferry**) qui font de cette liberté un élément central de leur politique d'**essor des libertés individuelles et d'expression.** **La loi encadre cette liberté et elle la surveille.** (*les fausses nouvelles peuvent être poursuivies en justice seulement si leur caractère intentionnel est prouvé.*)

Le succès de la presse est rapide car :

- **Les français sont plus alphabétisés** (*l'école obligatoire, gratuite et laïque en 1881/1882*) ce qui fait de la **presse un média de masse.**
- **Le prix des journaux a baissé** car il existe une **multiplication de l'offre** : plus de 300 journaux chaque jour se vendent au début du siècle, avec *près de 2 millions d'exemplaires.*
- **La Presse ne repose pas seulement sur l'écrit,** la photographie, les illustrations, les caricatures permettent également de diffuser des sentiments, des idées politiques.

Chaque groupe politique développe ainsi sa presse de référence, elle ne se limite donc pas aux seuls républicains. D'autre part la presse doit être rentable et est financé par des groupes économiques, ce qui pose dès le départ le **problème de l'indépendance des journalistes.**

Quelques exemples de journaux à connaître :

L'humanité de **Jaurès** à gauche,

L'Aurore de **Clémenceau** pour les radicaux,

Le Figaro de centre-droit, La croix pour les catholiques.

L'Action française de **Charles Maurras**, la libre Parole de **Drumont** d'extrême droite.

Il existe également des presses plus neutres comme le Petit Journal et le Petit parisien.

B) Le rôle de la presse dans l’Affaire Dreyfus :
« J’accuse » de Zola doc 2 p.119 + les caricatures de l’affaire dans la presse page 120/121

Le contexte : L’affaire Dreyfus a duré 12 ans, à partir de la condamnation du capitaine en 1894 jusqu’à sa réintégration dans l’armée en 1906. Si au départ, la presse traite du **procès pour espionnage du capitaine Dreyfus, accusé de trahison au profit de l’Allemagne et condamné à la prison à perpétuité**, ce fait divers devient vite **un feuilleton judiciaire. Ce procès polarise l’opinion publique en deux camps bien tranchés.**

- Les journaux au départ sont en **majorité antidreyfusards** : ils invoquent la raison d’État et la **défense de l’armée française. Une presse antisémite accable également Dreyfus parce qu’il est juif.** Le nationaliste **Maurice Barrès** écrit : "*Que Dreyfus est capable de trahir, je le conclus de sa race*", **Charles Maurras** et **Edouard Drumont** multiplient les attaques contre Dreyfus tandis que les **caricatures antisémites se multiplient.**
- **L’événement déclencheur de « l’Affaire »** Presse est la publication en 1898 de la lettre ouverte d’**Emile Zola** au président de la République, "**J’accuse**", dans le quotidien **L’Aurore**, à l’initiative de **Georges Clemenceau**. **L’édition se vend à près de 300 000 exemplaires, soit dix fois plus que les tirages habituels du journal.** Les publications favorables à la révision du procès d’Alfred Dreyfus se diffusent alors plus largement et demandent la **réparation de l’erreur judiciaire**, au nom de la justice et du droit. Dreyfus est finalement gracié en 1899 et la **fièvre** qui a accompagné l’affaire retombe *même si Zola sera assassiné pour sa prise de position dans la presse.*

Par journaux interposés, l’Affaire a ainsi mobilisé les intellectuels. (*Le terme apparaît à cette occasion*) Jusqu’à la Première Guerre et le retour de la censure et de la propagande, les Français, premiers lecteurs de quotidiens au monde, s’habituent à l’existence d’une presse d’opinion.

C) Le lieu d’expression des affrontements idéologiques dans les années 30 :
Dossier page 124/125 : la presse face à la crise du 6 février 1934.

Le contexte : La révélation des scandales politico-financiers comme celui de **Panama en 1892** suscite l’indignation d’une grande partie des français et la méfiance à l’égard des **politiques accusés de corruption.** Dans un contexte de crise économique depuis 1929, la montée des ligues nationalistes et du parti communiste contribuent à créer un **antiparlementarisme** virulent. Le **6 février 1934** apparaît alors comme une continuité dans cette presse d’opinion.

L’affaire **Stavisky**, débute lorsque cet escroc est retrouvé « suicidé » par la police alors qu’il s’apprêtait à livrer les noms de **plusieurs ministres et députés radicaux** corrompus. Les ligues nationalistes lancent alors un appel **pour une manifestation, le 6 février**, place de la Concorde, le jour où **Daladier** (*président du conseil*) se présente devant la Chambre des députés. La manifestation dégénère et fait **quinze morts et 1500 blessés.**

La presse d’opinion réagit avec violence :

- **à l’extrême-droite, on dénonce les "assassins"** qui ont fait tirer sur le peuple.
- **A gauche, le quotidien socialiste *Le Populaire* dénonce "une tentative de coup d’État fasciste"** et *L’Humanité* condamne le gouvernement, qui est contraint à donner sa démission. Une campagne de presse fait alors chuter le gouvernement et contribue à forger dans l’opinion de gauche **l’idée selon laquelle la France était menacée par le fascisme.**

A l’époque de cette crise la presse est **concurrencée par de nouveaux médias, la radio, 10% des Français sont équipés d’un poste de TSF en 1932** - et les **actualités cinématographiques**, projetées dans les cinémas avant le film. Toutefois, **ces nouveaux médias n’ont pas eu d’influence sur l’opinion publique** dans la mesure où la **radio est étroitement contrôlée par l’État** et où les **actualités filmées sont tournées en décalage avec l’actualité politique.**

II) La radio et la révolution audiovisuelle :

A) L'instrumentalisation de la radio : Dossier pages 126/127 : La guerre des ondes :

Le contexte : En Septembre 1939 après la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne le gouvernement **censure les médias** (comme il l'avait fait lors de la grande guerre). **La défaite est annoncée par le maréchal Pétain à la radio le 17 juin 1940 tandis que le général de Gaulle lui répond à partir du 18 juin depuis Londres.** La radio devient alors le centre d'une « **guerre des ondes** » entre le **régime de Vichy et la Résistance.** (60 % des français en sont équipés.)

- En **zone libre**, les **médias doivent glorifier l'action de Pétain.** En **zone occupée**, **Radio-Paris** est l'organe principal de propagande et est entièrement contrôlé par les Allemands. Le journal « *je suis partout* » est ouvertement collaborationniste. La presse doit vanter la collaboration et de nombreux journaux ouvrent leurs colonnes aux écrivains collaborationnistes (**Céline, Brasillach**...).
- Depuis Londres, la **BBC** diffuse une émission quotidienne « **Les français parlent aux français** », et par opposition ce média prend le nom de **Radio-Londres**. Les Alliés envoient ainsi par les ondes des messages codés à la Résistance. D'autres radios, **radio-Brazzaville, radio-Alger** relaient la **propagande Gaulliste**. Les journaux clandestins de la résistance au nom des groupes de multiplient (*Combat, Libération, Franc Tireur*) et participent au **retournement de l'opinion publique** qui était favorable au régime de Pétain.

Selon de nombreux historiens l'attitude des Français pendant le conflit oscillerait entre une opinion favorable à Pétain et à De Gaulle. Beaucoup auraient écouté les deux propagandes, ce qui ne permet pas d'affirmer que l'opinion publique était plus favorable à l'un deux.

B) Les médias à la libération et sous De Gaulle.

Dossier « l'Algérie par la presse d'opinion » pages 130.

- Dès que la France est libérée, **la liberté de la presse est rétablie.** L'État crée **l'A.F.P. (Agence France-Presse)** pour donner **une information égale et impartiale.** Le gouvernement met en place des **dispositifs de soutien à la presse.** Les journaux sont aidés financièrement et de nouveau titre apparaissent comme celui fondé par **Hubert Beuve-Méry** "*Le Monde*" ou des **hebdomadaires** engagés comme "*L'Express*" en 1953. Pendant la guerre d'Algérie, **de Gaulle impose la censure aux journaux d'Alger** mais aussi de France. La police saisit régulièrement les éditions des journaux de gauche.
- **La radio devient alors le média dominant.** (90 % des foyers équipés dans les années 60). L'État garde le contrôle des programmes mais deux radios privés apparaissent *Radio Luxembourg et Europe 1.* **Le pouvoir utilise et manipule ce média comme il l'a fait au cours de la deuxième guerre mondiale pendant la guerre d'Algérie.**
- L'Etat surveille aussi **la télévision** dans laquelle le journal télévisé apparaît en 1949 L'État crée alors un organisme de contrôle de l'audiovisuel : **la RTF, la Radiodiffusion Télévision Française qui devient l'ORTF, l'office de radiodiffusion.**

C) La crise du 13 mai 1958 : La réaction de la presse pages 131 :

Le contexte : La IV^{ème} République, fragilisée par une instabilité gouvernementale chronique (voir le dernier chapitre d'Histoire), doit affronter la guerre d'Algérie. **Le 13 mai 1958, 4 ans après le début de la guerre** et alors que la France est privée de gouvernement depuis un mois, une manifestation à Alger tourne à l'insurrection. La foule favorable à l'Algérie française manifeste contre l'investiture de **Pierre Pflimlin**, considéré comme un **partisan de la négociation avec le FLN**. Un **comité de salut public** encadré par les militaires (dont les généraux **Massu et Salan**) se met en place et appelle au retour du **général de Gaulle** le 15 mai. Retiré de la vie politique depuis plusieurs années, son retour au pouvoir est très suivi par les médias, presse, radio et télévision.

- D'une manière générale, **les Actualités françaises ancêtre du journal télévisé**, comme les journaux, présentent **ces événements d'une façon favorable au pouvoir**.
- La station publique **Radio Algérie** est **prise en main par les insurgés** qui en font la voix de **l'Algérie française**, *le gouvernement ne va brouiller la radio en France qu'à partir du 25 mai*, une semaine avant que **De Gaulle ne devienne président du Conseil**.
- De Gaulle va balayer les **critiques de gauche** en particulier, *l'Humanité* crie au « coup de force fasciste », dans une formule restée célèbre : « *Croit-on qu'à soixante-sept ans, je vais commencer une carrière de dictateur ?* »

Documents pages 132 : La radio et la télévision au service de l'Etat :

En 1961 De Gaulle va utiliser à nouveau les médias mais cette fois **pour condamner un nouveau putsch des généraux en Algérie**. Il **organise des conférences de presse qui sont retransmises à la télévision** mais offre également du temps d'antenne à ses adversaires lors des élections comme celle l'élection présidentielle qui l'oppose à Mitterrand

D) La crise de mai 1968:

Dossier Histoire des arts : mai 68 « la critique des médias s'affiche »

Le contexte : A partir des années 60 **les médias se font l'écho des opinions et des contestations de la population en particulier celles de la jeunesse** dont le poids démographique est de plus en plus élevé (**le Baby Boom**). Celle-ci affirme son identité et ses valeurs. Cette contestation **est principalement le fait de jeunes instruits, plus éduqués que leurs aînés et qui remet en cause d'une hiérarchie jugée trop autoritaire**.

- **La crise de 68 est triple : sociale, étudiante et politique**, est le reflet du rôle central des médias au sein de la société française. Les nombreuses affiches de 68 reflètent ce refus de **l'ORTF**, partagé par de plus en plus de journalistes de la radio et de la télévision qui rejoignent les manifestants.
- Malgré son contrôle sur les médias français, le gouvernement ne peut museler l'information. La radio **"RTL"** dont **l'émetteur est situé au Luxembourg** est indépendante de Paris et **elle informe en temps réel la population sur les événements**. Le transistor devient un **élément central de la révolte** à la fois pour les manifestants mais aussi pour le pouvoir. Après avoir disparu quelques jours, **De Gaulle** intervient par un discours radiodiffusé.

À l'issue de la crise de 1968, le pouvoir renforce encore son contrôle sur l'audiovisuel public *Après le retour de De Gaulle 200 journalistes de l'O.R.T.F. seront licenciés au mois de juin.*

III) Les nouveaux médias, une ère de communication de masse depuis 1968.

A) Les années 70 et la libéralisation des années 80 Document 1 page 137

- Arrivé au pouvoir en 1974, **Valéry Giscard d'Estaing** supprime l'ORTF ainsi que le **ministère de l'Information** et accorde l'**autonomie aux trois chaînes de télévision** (c'est la naissance de TF1, Antennes 2 et 3) et à Radio France. Vers la fin des années 1970, les "**radios libres**" c'est à dire Pirates se multiplient **dans la clandestinité**, elles sont animées par des associations ou des groupes politiques d'opposition.
- **Les radios pirates sont légalisées par la gauche** avec l'arrivée au pouvoir de **François Mitterrand** en 1981. Il libéralise définitivement la communication audiovisuelle, les chaînes de télévisions se multiplient, canal +, TV6, et **Jacques Chirac** poursuit cette **libéralisation en privatisant TF1 en 1987**.

S'il n'y a plus en France de crise politique majeure depuis 1968, on assiste cependant à une "**crise rampante**" du politique. Dans un contexte de **chômage élevé et d'incertitude économique**, elle se traduit par une montée de l'**abstention aux élections** et par une défiance plus grande de l'opinion vis-à-vis des politiques.

B) Une révolution technologique et sociale « la culture de l'écran »

- **Les Français ont accès à des médias de plus en plus nombreux** : chaînes télévisées par câble, TNT et surtout internet (45 millions d'internautes en France) qui permet de multiplier les sources d'informations (*par le podcasting, par exemple*) Le temps passé devant un écran ne cesse d'augmenter tandis que la presse traditionnelle est en perte de vitesse. La presse écrite a créé des extensions virtuelles de son support papier traditionnel, mais les **journalistes sont concurrencés par des groupes de citoyens** qui peuvent ainsi relayer, analyser et commenter l'information
- **La frontière se brouille donc entre les médias et l'opinion publique**, puisque chacun peut s'exprimer et influencer les autres à travers des sites, des blogs et les réseaux sociaux **qui deviennent autant d'outils de manipulation politique**. exemples : *les blogs, les réseaux sociaux* « *Facebook* », « *Twitter* ». Il se pose alors la question de la **fiabilité et de la qualité de l'information** lorsqu'elle est délivrée par des non-professionnels.

C) Vers une démocratie d'opinion : document 4 page 137 : « Médias en crise »

La multiplication des enquêtes et des sondages entraîne ainsi une "**démocratie d'opinion**", c'est-à-dire un **forme de démocratie directe et individualisée** qui **résulte de l'influence permanente de l'opinion sur l'action politique**, or on ne peut gouverner en recherchant systématiquement la popularité

- Certains considèrent les sondages comme un **contre pouvoir pour les gouvernants**.
- D'autres, à l'inverse, dénonce une "**tyrannie de l'opinion**" dans laquelle tout le monde doit être en mesure d'exprimer son avis sur tout, « *le fameux c'est mon choix* » cette tendance peut aller à l'encontre des des représentants **désignés par le suffrage universel**.
- Une autre question se pose : **celle de savoir si les sondages sont le reflet réel de l'opinion publique ou s'ils sont un instrument contribuant, via les médias, à forger celle-ci**. Exemple ; *élections présidentielles de 2002*. **Voir le dernier chapitre d'histoire**

Conclusion :

La **démocratie a permis le développement spectaculaire des médias** et le paysage médiatique n'a pas cessé de se diversifier depuis 1881. Aujourd'hui, on assiste à une défiance croissante des citoyens à l'égard de leurs moyens d'information et **au problème de l'audience**.